

MONSIEUR LE MAIRE

D-2014/364

Règlement intérieur du conseil municipal. Adoption.

Monsieur Alain JUPPE, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Les présidents de groupe du Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux (ou leurs représentants) se sont réunis en mai et juin en groupe de travail, où ils ont examiné le projet du règlement intérieur.

Je vous propose de l'adopter, les principales modifications étant surlignées dans le document joint.

ADOpte A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE SOCIALISTE

ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

M. LE MAIRE. -

Ce règlement a fait l'objet des travaux d'un groupe qui s'est réuni au mois de mai et au mois de juin qui a pris appui sur le projet de règlement existant.

Je ne vais pas vous détailler l'ensemble des articles de ce règlement intérieur qui traite de la constitution des groupes d'élus, de l'organisation des séances, du fonctionnement de nos commissions, de la tenue des séances du Conseil Municipal, de l'organisation et du vote des délibérations, de l'information des élus, de leur formation ainsi que de la police des séances.

Ce sont des dispositions traditionnelles et bien connues. Je laisse donc la parole à ceux de nos collègues qui veulent s'exprimer sur ce règlement intérieur.

Mme AJON

MME AJON. –

Monsieur le Maire, chers collègues, même si la démarche d'associer au sein d'un groupe de travail l'ensemble des groupes politiques sur la révision du règlement intérieur du Conseil Municipal était séduisante et paraissait porter une volonté novatrice, on accouche malheureusement ici d'une souris qui ne répond pas aux demandes que nous avons portées non pas à des fins partisans mais dans un volonté que l'on sorte d'un vieux schéma politique qui ne démontre pas un engouement pour la démocratie locale.

Le débat politique espéré apparaît ici plus comme une pantomime où l'opposition n'a le choix qu'entre mutisme et harcèlement, renvoyant à la majorité des rôles inverses, rôles qui a priori lui correspondent parfaitement et vous satisfont.

Il est triste que l'ensemble des élus ne ressentent pas le devoir ici de réaction pour renforcer la vitalité et l'intérêt dans le débat de la politique locale.

Les propositions que nous avons faites n'ont pas été retenues et certaines nous laissent dubitatifs parce qu'elles sont aussi en rapport avec la réglementation. Nous parlons ici expressément du droit d'expression des élus qui ne s'exerce ni dans toutes les publications de la mairie ni dans celles des quartiers, conformément aux décisions du tribunal administratif d'Amiens ou de celui de la commune de Gauchy. Le droit d'expression des élus n'est toujours pas non plus affiché dans la date des permanences des élus d'opposition.

Nous considérons pourtant que la démocratie locale est la base de toutes les démocraties, qu'elle joue le rôle d'incubateur des élus nationaux et régionaux. On ne peut en aucun cas continuer à rester sans chercher des valeurs d'amélioration.

Nous restons donc très déçus par ce que vous venez de nous proposer et espérons encore vous faire avancer en particulier aussi sur notre présence dans les conseils d'écoles.

M. LE MAIRE. -

Merci.

M. HURMIC

M. HURMIC. -

Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous avons une lecture un peu moins sévère que celle que vient de faire Mme AJON sur ce nouveau règlement intérieur. Nous considérons qu'il y a des progrès manifestes par rapport au précédent.

Nous avons apprécié la démarche qui a consisté à créer un groupe de travail auquel nous avons été associés et au cours duquel nous avons pu apporter un certain nombre de modifications à l'ancien règlement intérieur, modifications qui vont à notre avis dans le sens d'une plus grande démocratisation de notre fonctionnement.

Je citerai quelques exemples.

A l'article 7 il est désormais indiqué que :

« Un espace est réservé à l'expression des conseillers dans chacun des bulletins d'information générale édités par la Ville sous quelque forme que ce soit, notamment le site Internet de la Ville, par une page spécifique. »

Nous considérons quant à nous que tous les suppléments édités par la Ville qui sont des bulletins d'information générale, notamment les suppléments édités au niveau des quartiers, sont bien entendu des bulletins d'information générale dans lesquels la lecture du règlement intérieur tel que nous l'adoptons aujourd'hui permettra l'expression des élus d'opposition. Nous sommes persuadés que vous ne vous livrez pas à une interprétation sémantique étriquée et restrictive de cet article qui, pour nous, permet effectivement une meilleure expression des minorités.

Les articles 12 et 17 permettent enfin à nos collaborateurs de groupes d'être présents lors des commissions à l'instar du personnel municipal, et également d'être installés dans des conditions plus acceptables pour travailler lors des séances du Conseil Municipal. Nous l'avions demandé en insistant. Nous sommes naturellement satisfaits de cette prise en compte nouvelle.

Concernant l'article 26, lors de notre dernière réunion de travail nous vous avons demandé d'ajouter la phrase suivante :

« Les membres du Conseil Municipal ne doivent pas prendre part aux débats et délibérations portant sur les affaires dans lesquelles ils ont un intérêt soit personnellement, soit comme mandataire. »

Certes, nous n'avons pas d'antécédent dans lequel il y aurait eu une confusion ou un conflit d'intérêt qui n'aurait pas été respecté, mais nous avons considéré que c'était mieux d'acter officiellement dans le règlement intérieur qu'il ne peut pas y avoir ce type de conflit d'intérêt à l'intérieur de notre Conseil Municipal.

Donc nous sommes satisfaits de la rédaction de cet article 26 qui manquait manifestement à notre règlement.

Enfin l'article 42 indique :

« Le Conseil Municipal émet des vœux dans tous les objets d'intérêt local. »

Nous considérons qu'il était curieux que cet article issu mot pour mot du Code Général des Collectivités Territoriales ne figurait pas jusqu'à présent dans notre règlement intérieur. D'ailleurs, Monsieur le Maire, il semble arriver au bon moment cet article dont nous avons demandé l'assimilation puisque vous vous en servez aujourd'hui même pour nous présenter la motion de l'AMF à la fin de ce Conseil Municipal.

Pour terminer, après ces propos plutôt optimistes, permettez-moi d'apporter quelques bémols à ce léger tableau.

Nous considérons que toutes nos propositions, même si certaines d'entre-elles, je l'ai indiqué, ont été retenues, toutes ne font pas l'objet de la même attention. Notamment nous avons insisté sur le fait que puissent figurer dans ce règlement intérieur, tel que cela d'ailleurs est proposé par le règlement intérieur de l'AMF, l'ensemble des organismes consultatifs de la Ville afin de rendre plus transparents le fonctionnement de ces structures dont nous connaissons parfois mal les véritables attributions.

Seconde proposition non retenue sur laquelle nous avons insisté et qui figure aussi dans le règlement intérieur type de l'AMF, l'Association des Maires de France, c'est la référence à la démocratie participative via la possibilité d'effectuer des référendums d'initiative locale et la consultation des électeurs, telle que cela est prévu aussi par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Nous avons même fait au préalable déjà des propositions comme le droit de pétition, ou la procédure d'alerte citoyenne. Nous sommes revenus à la charge à l'occasion de la rédaction de ce règlement intérieur pensant que ces modalités de démocratie plus participative méritaient de figurer dans ce document à l'instar du choix fait par d'autres collectivités. Nous regrettons que cela n'ait pas été pris en compte.

Donc nonobstant les points positifs, en raison des points négatifs que je viens d'évoquer nous ne voterons pas contre ce règlement intérieur pour ce qui nous concerne mais nous nous abstiendrons.

M. LE MAIRE. -

Merci.

M. COLOMBIER

M. COLOMBIER. -

Monsieur le Maire, nous avons eu plusieurs séances assez longues avec les représentants de chaque sensibilité de ce Conseil pour établir ce règlement intérieur.

Je constate que globalement c'est un satisfecit que vous recevez aujourd'hui. Je crois que ces réunions furent productives. Nos demandes ont été entendues.

Nous voterons ce règlement intérieur où en effet plusieurs avancées, notamment sur l'information des élus vis-à-vis des Bordelais, ont été prises en compte. Cela est très important.

M. LE MAIRE. -

Merci.

Mme JAMET

MME JAMET. -

Bonjour Monsieur le Maire, chers collègues. A l'occasion de ce règlement intérieur je voulais juste en profiter pour vous montrer la nouvelle mouture de « Bienvenue à Bordeaux » qui présente l'ensemble du Conseil Municipal et les élus d'opposition. J'espère que dans la prochaine édition de « Bienvenue à Bordeaux » on pourra voir les noms des Conseillers Municipaux dans chaque quartier avec leur adresse mail de la mairie pour que les citoyens puissent nous contacter. Merci.

M. LE MAIRE. -

Merci.

Je voudrais remercier M. FLORIAN d'avoir animé ce groupe de travail avec patience et efficacité. Peut-être a-t-il des éléments de réponse à apporter ?

M. FLORIAN. -

Je remercie les uns et les autres pour leurs interventions. Ils ont bien remarqué qu'il y a eu des avancées. C'est vrai que ce travail a été aussi un travail de codification. Je rebondis sur ce qu'a pu dire Pierre HURMIC, il y a un certain nombre de choses qui sont inscrites dans la loi, notamment la loi de démocratie de proximité de février 2002, qu'on a recodifiée.

Dans l'ensemble on a peigné, on a dépoussiéré, et je remarque que majoritairement on salue l'avancée.

Sur ce qu'a pu dire Mme AJON, je rappelle quand même que le règlement intérieur a vocation à régler ce qui se passe en interne au Conseil Municipal et la vie municipale. Donc tout ce qui peut concerner des organismes extérieurs, ou même concernant ce que proposait Pierre HURMIC sur le droit de pétition, ça existe, c'est dans la loi comme je le disais. Pour nous, le travail du règlement intérieur c'est essentiellement de régir les relations au sein du Conseil Municipal et dans la Mairie.

Je préciserai à Mme AJON qui a souvent des mots un peu sévères, que ce qu'on a fait n'est pas un déni de démocratie, bien au contraire. « La montagne accouche d'une souris »... mais enfin il y a un certain nombre de vos propositions auxquelles on a accédé, notamment la présence de vos assistants dans les commissions, la reconfiguration dans le Conseil Municipal, le fait que chaque groupe politique puisse avoir un assistant de groupe, ce qui n'était pas une obligation et qui va dans le sens de faciliter le travail.

Sur la communication et le droit d'expression, je serai tenté de dire qu'on applique la loi et toute la loi sur ce que nous dit le Code Général concernant les bulletins d'information de portée générale, et pareil sur le site Internet.

Donc je me félicite du travail qui a été fait.

M. LE MAIRE. -

Merci.

Mme DELAUNAY

MME DELAUNAY. -

Une modeste intervention qui pose un problème de principe et de démocratie. Mieux qu'un autre vous savez ce que signifie l'exigence d'avoir un mandat local et un mandat national. Je vous ai exprimé par courrier mon souhait que toutes les commissions n'aient pas lieu de manière systématique les mardis et mercredis, jours de présence obligatoire des députés à l'Assemblée.

J'aimerais que ceci soit examiné de manière positive car il est très dommage qu'on ne puisse pas assister avec toute la présence nécessaire à ces commissions et y intervenir.

Voilà le but de cette intervention. Rendre la démocratie plus fluide en étant, bien sûr, très fidèles aux règles qui sont les nôtres.

M. LE MAIRE. -

Mme AJON

MME AJON. -

Monsieur le Maire, chers collègues, juste une demande de renseignement complémentaire par rapport à votre réponse, M. FLORIAN. Quand vous parlez des publications généralistes pouvez-vous me les lister et qu'est-ce que vous entendez par publications généralistes exactement ? Je vous remercie.

M. LE MAIRE. -

Je crois que nous apportons en tout cas un bel exemple de démocratie c'est qu'ici chaque membre des groupes d'opposition intervient à la suite les uns des autres, ce qui prouve que le débat peut s'éterniser. Ce n'est pas ce qui se passe dans la plupart des assemblées où les groupes essaient de s'organiser pour que chacun ne se succède pas au micro. Mais enfin nous y sommes habitués ici, et je le répète, c'est à mettre au crédit de la démocratie locale à Bordeaux.

J'ai déjà dit que dans les conseils d'écoles c'était la municipalité qui était représentée. Il n'est pas question de transformer ces conseils d'écoles en mini assemblées délibérantes dans lesquelles majorité et opposition s'affronteraient.

Et puis... je vais me laisser aller à une petite pique. Vous avez des associations de parents d'élèves suffisamment engagées au parti socialiste pour vous informer et pour être le relais de vos positions. C'est ce que nous constatons régulièrement.

MME AJON. -

Ma question était sur les publications. Voulez-vous les lister s'il vous plaît ?

M. LE MAIRE. -

Oui, oui. Absolument. Mais auparavant j'ai répondu à vos questions antérieures.

Si vous le permettez j'ai encore le droit de dire ce que je veux dire à ce micro sans affronter votre censure, chère Madame.

Sur les publications généralistes ou pas généralistes, M.FLORIAN.

M. FLORIAN. -

On n'a pas fait d'inventaire à la Prévert, mais a minima c'est le journal municipal. C'est quand même le plus régulier, le plus récurrent. Et on accède à votre demande sur le site Internet. Après il faudra voir au cas par cas.

Moi je ne connais pas d'autres publications dites d'information générale que ces deux : le site Internet et le journal qui est récurrent tous les mois.

M. LE MAIRE. -

Ça me paraît simple. Sont généralistes les publications qui traitent du général et ne sont pas généralistes celles qui traitent du particulier. C'est une règle assez simple.

Je mets aux voix ce projet de règlement intérieur.

Qui est contre ?

C'est ce qu'on appelle de l'opposition systématique, mais ça fait partie aussi de la règle du jeu démocratique.

Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL DE BORDEAUX

TITRE I

INSTALLATION DU CONSEIL

Article premier

A la première réunion du Conseil suivant immédiatement le renouvellement général de l'Assemblée, ou s'il y a lieu d'élire un nouveau Maire, le doyen d'âge en assume la présidence.

Article 2

Le Maire est élu en séance publique, au scrutin secret.

Article 3

Le Conseil Municipal détermine le nombre des Adjointes au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif légal du Conseil Municipal.

Cette limite peut donner lieu à dépassement en vue de la création de postes d'Adjointes chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers, sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10% de l'effectif légal du Conseil Municipal.

Les Adjointes sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Article 4

Pour l'élection du Maire et des Adjointes, les bulletins blancs ou nuls n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul de la majorité.

L'élection a lieu à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin. Lorsque, après deux tours de scrutin, la majorité absolue n'est pas atteinte, il est procédé à un troisième tour de scrutin à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin :

- pour le Maire, le plus âgé est déclaré élu
- pour les Adjointes, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus

TITRE II

CONSTITUTION DES GROUPES d'ELU-E-S

Article 5

Les membres du conseil municipal peuvent constituer des groupes d'élus par déclaration adressée au Maire et signée par tous les membres du groupe, chaque groupe devant être composé d'au moins deux élus.

Les groupes élisent leur président et notifient cette désignation au Maire.

Ils sont composés de membres inscrits ou apparentés.

Les membres de l'assemblée peuvent également demeurer ou se déclarer non-inscrits à un groupe.

Aucun conseiller ne peut faire partie de plus d'un groupe.

Toute modification pouvant survenir ultérieurement doit, de la même façon, être portée à la connaissance du Maire et publiée.

Article 6

Conférence des Présidents : préalablement à chaque Conseil Municipal le Maire ou son représentant réunit les Présidents des groupes régulièrement constitués pour l'organisation des débats et le regroupement des délibérations.

Les projets de délibération du Maire peuvent donner lieu à un vote global en début de séance, s'ils n'ont pas fait l'objet de demande d'intervention lors de la conférence des Présidents de groupes.

Article 7

Le Maire met à la disposition des groupes d'élus les moyens humains et matériels nécessaires à leur fonctionnement.

Un espace est réservé à l'expression des conseillers dans chacun des bulletins d'information générale édités par la Ville sous quelle forme que ce soit (notamment le site internet de la Ville par une page spécifique).

Ce droit s'exerce par l'intermédiaire des groupes.

TITRE III

ORGANISATION DES SEANCES

Article 9 - Périodicité des séances

Le Conseil Municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Le Maire peut réunir le Conseil Municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du Conseil Municipal en exercice.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

Article 10 - Convocations

Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour.

Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée aux

Conseillers Municipaux par écrit et à domicile sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil Municipal. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil Municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 11- Ordre du jour

Le Maire fixe l'ordre du jour.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont préalablement soumises pour instruction aux commissions compétentes, sauf décision contraire du Maire motivée notamment par l'urgence.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou de Conseillers

Municipaux, le Maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

TITRE IV

LES COMMISSIONS

Article 12 – Commissions municipales

Le Conseil Municipal peut créer des commissions dont la composition doit respecter le principe de la représentation proportionnelle afin de permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Elles sont convoquées par le Maire, qui en est le président de droit, ou par l'Adjoint délégué qui préside à sa place, dans les huit jours qui suivent leur nomination ou, à plus bref délai, sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Maire ou l'Adjoint délégué est absent ou empêché.

Le Secrétaire Général de la Ville ainsi que les fonctionnaires concernés assistent de plein droit aux séances des commissions, le secrétariat en étant assuré par des fonctionnaires municipaux désignés par lui.

Les séances des commissions permanentes et des commissions spéciales ne sont pas publiques.

a) Il a été créé au sein du Conseil, quatre commissions permanentes comprenant chacune environ 15 membres

1ère Commission : Administration Générale, Relations Internationales

2ème Commission : Aménagement Urbain, Economie, Tourisme

3ème Commission : Développement Durable, Espaces Publics et Vie Urbaine

4ème Commission : Culture, Vie Sociale et Solidarité

Chaque élu a la faculté d'assister, en qualité d'auditeur, aux travaux d'une commission à laquelle il n'appartient pas. Les collaborateurs de groupes peuvent également y assister, en qualité d'auditeur, uniquement en présence d'un élu du groupe et sans participation au débat.

b) Le Conseil Municipal peut décider de la création de **commissions spéciales** pour l'examen d'une ou de plusieurs affaires.

c) A la demande d'un sixième de ses membres, le conseil municipal délibère de la création d'une **mission d'information et d'évaluation** chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal.

La demande est formulée par écrit : elle précise la question d'intérêt communal ou le service public communal concernés ; elle comporte la signature d'au moins 10 conseillers municipaux. Un même conseiller municipal ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an. Le Maire soumet la demande au Conseil Municipal lors de sa plus prochaine réunion compte tenu des délais légaux d'envoi des rapports.

Le Conseil Municipal arrête le nombre et élit les membres de la mission à la représentation proportionnelle au plus fort reste. La mission est présidée par le Maire ou le conseiller municipal qu'il désigne.

La durée de la mission ne peut excéder 6 mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée. Le Maire communique son rapport à chacun des conseillers municipaux.

Article 13 - Fonctionnement des Commissions Municipales

Les commissions permanentes et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises et en particulier étudient les projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités.

Elles n'ont pas pouvoir de décision et émettent leur avis à la majorité des membres présents.

La voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

Article 14 - Commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres est constituée du Maire, Président ou de son représentant, et de cinq membres du Conseil Municipal élus par le Conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions du Titre III Chapitre I Section 3 du nouveau Code des marchés publics en son article 25.

TITRE V

LA TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 15 - Présidence

Le Maire, et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal.

Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil élit le Président.

Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le Président vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre les séances, dirige les débats, accorde et retire la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, fait procéder au dépouillement des scrutins, juge conjointement avec le secrétaire les épreuves des votes, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture des séances.

Article 16 - Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal nomme l'un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce secrétaire des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances, mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le Maire pour la vérification du quorum et de la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il veille à la rédaction du procès-verbal.

Article 17 - Fonctionnaires Municipaux et attachés de groupe d'élu-e-s

Les fonctionnaires municipaux et les attachés de groupe d'élu-e-s assistent, en tant que de besoin, aux séances du Conseil Municipal sans participer aux débats. Les attachés de groupe d'élu-e-s sont autorisés à siéger à des emplacements spécifiquement réservés dans la mesure du possible dans la salle du conseil, sous réserve de ne pas perturber le bon déroulement de la séance.

Article 18 – Quorum

Le Conseil Municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Dans le cas où des Conseillers se retirent en cours de séance, le quorum est vérifié avant le vote des affaires suivantes.

Les pouvoirs donnés par les Conseillers absents à leurs Collègues n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Quand après une première convocation régulièrement faite, le Conseil Municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation à trois jours francs au moins d'intervalle est valable quel que soit le nombre des membres présents.

Article 19 - Pouvoirs

Un Conseiller Municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un Collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs sont remis au Maire en début de séance.

TITRE VI

L'ORGANISATION DES DEBATS ET LE VOTE DES DELIBERATIONS

Le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Article 20 - Déroulement de la séance

Le Maire appelle les affaires figurant à l'ordre du jour, en suivant leur rang d'inscription.

Une modification dans l'ordre des affaires soumises à délibération peut être proposée par le Maire, à son initiative ou à la demande d'un conseiller municipal, au conseil municipal qui l'accepte à la majorité absolue.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé oral sommaire par le Maire ou les rapporteurs désignés par le Maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'Adjoint compétent.

Article 21 - Ordre et temps de parole

La parole n'est accordée par le Maire aux membres du Conseil municipal qui la demandent que sur les affaires inscrites à l'ordre du jour. Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Maire, de façon à ce que les orateurs parlent alternativement suivant l'ordre des demandes.

A l'exception de l'Adjoint délégué compétent et du rapporteur de la proposition de délibération qui sont entendus toutes les fois qu'ils le désirent, nul ne parle plus de deux fois sur la même question, à moins que le Maire ne l'y autorise.

Le temps de parole est de 5 minutes environ par intervention, de quelque nature qu'elle soit.

Pour l'organisation des débats les plus importants, le temps de parole global de chaque groupe est déterminé en accord avec le Maire lors de la conférence des Présidents.

Article 22- Interruption - Rappel à la question et au règlement

Dans les discussions, nul ne peut interrompre celui qui a la parole. Le Maire, seul, a le pouvoir de le faire par un rappel à la question ou au règlement.

Si, dans une discussion, après avoir été deux fois rappelé à la question, l'orateur s'en écarte de nouveau, le Maire peut lui retirer la parole.

Article 23 - Demande de parole sur l'ordre du jour

Le Maire accorde la parole en cas de demande portant sur l'ordre du jour, mais il ne la donne jamais au cours d'un vote.

Article 24 - Suspension de séance

Le Maire prononce les suspensions de séance.

Une suspension est de droit à la demande de chacun des groupes composant le Conseil Municipal, une fois maximum par séance.

La durée de la suspension de la séance est déterminée par le Maire.

Article 25 - Amendements/Propositions

Les amendements ou propositions rédigés par écrit, signés et remis au Maire, peuvent être présentés sur toute délibération soumise pour approbation au Conseil.

Le Conseil décide si les amendements ou propositions seront mis en délibération ou s'ils seront renvoyés à l'étude de l'Administration.

Article 26 - Votes

Le conseil municipal vote selon l'une des deux modalités suivantes :

- au scrutin public à main levée
- au scrutin secret

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

En cas de partage, sauf le cas de scrutin secret, la voix du Maire est prépondérante. Le vote a lieu au scrutin public sur la demande du quart des membres présents, et le résultat du vote est inséré au procès-verbal.

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou représentation.

Dans ces derniers cas, après deux tours de scrutin secret, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal peut, décider à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations et aux présentations, sauf dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Les membres du Conseil Municipal ne doivent pas prendre part aux débats et délibérations portant sur les affaires dans lesquelles ils ont un intérêt soit personnellement, soit comme mandataire.

TITRE VII – questions orales

Article 27 - Principe

En application de l'article L 2121-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseillers ont le droit d'exposer en séance du Conseil des questions orales ayant trait aux affaires communales.

Les questions orales sont inscrites à l'ordre du jour du Conseil joint à la convocation.

Article 28 - Procédure d'inscription

Les questions orales doivent être rédigées et se limiter aux éléments strictement indispensables à la compréhension de la question.

Tout Conseiller qui désire poser une question orale en remet le texte au Maire qui en accuse réception. Les questions doivent être remises 5 jours francs au moins avant la date fixée pour la séance.

Elles doivent être relatives à l'administration de la Ville et ne pas mettre en cause des tiers.

Elles sont reçues durant les heures ouvrables des Services Municipaux.

Article 29 – Modalités

La question orale ne donne pas lieu à débat. Elle est exposée sommairement par son auteur pendant une durée qui ne peut excéder deux minutes.

Le Maire, l'Adjoint au Maire ou tout autre élu habilité y répond.

Aucune autre intervention ne peut avoir lieu sur cette question.

Lorsque l'auteur d'une question orale ne peut assister à la séance, il peut, à sa demande, se faire suppléer par l'un de ses collègues. A défaut, sa question est reportée en priorité à la séance suivante.

En cas d'absence du Maire, de l'Adjoint au Maire ou de tout autre élu habilité, compétent pour répondre, la question est reportée d'office et en priorité à la séance suivante.

Toute question orale à l'ordre du jour, qui n'a pu être exposée durant la séance, est reportée d'office et en priorité à la séance suivante.

La Ville s'engage à mettre en place la procédure d'alerte citoyenne qui donne accès à l'ouverture d'un débat en Conseil municipal à partir d'un nombre de signatures d'habitants équivalent à 10% des inscrits sur les listes électorales de Bordeaux, recueillies sur un sujet donné.

Titre VIII - INFORMATION DES ELUS

Tout membre du Conseil Municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Article 30 - Accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrats et de marchés

Avant la séance, les Conseillers Municipaux peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place, en mairie et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Maire.

Les dossiers relatifs aux projets de contrats et de marchés sont mis, sur leur demande, à la disposition des conseillers intéressés, au Secrétariat Général de la mairie (ou dans les services compétents) avant la séance à laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.

Article 31 - Informations complémentaires demandées à l'Administration Municipale

Toute demande d'informations complémentaires d'un membre du Conseil Municipal auprès de l'administration communale, devra être adressée au Maire par l'intermédiaire du Secrétaire Général de la Ville aux heures ouvrables des Services Municipaux.

Les informations devront être communiquées au conseiller intéressé avant l'ouverture de la séance du Conseil Municipal.

Article 32 - Débat d'orientations budgétaires

Un débat a lieu sur les orientations générales du budget, dans un délai maximum de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Pour la préparation de ce débat, il est mis à disposition des conseillers municipaux, avant la séance, des données synthétiques sur la situation financière de la commune.

TITRE IX

LA FORMATION DES ELUS

Article 33 - Formation des Elus

- Tout membre du conseil municipal a droit à une formation adaptée à ses fonctions
- Les demandes des élus sont reçues dans l'ordre chronologique de leur dépôt et acceptées dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet ;
- L'enveloppe budgétaire destinée à la prise en charge des frais afférents au droit à la formation des élus ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune ;
- Un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la commune sera annexé au compte administratif.

TITRE X

PROCES-VERBAUX

Article 34- Procès-verbaux

Les délibérations sont inscrites par ordre de date au procès-verbal, qui est adopté à la séance suivante du Conseil hormis le dernier du mandat.
Mention est faite de tous les membres présents à la séance.

TITRE XI

POLICE DES SEANCES

Article 35 - Police de l'assemblée

Le Maire -ou celui qui le remplace- a seul la police de l'assemblée. Il fait observer le présent règlement.

Article 36- Accès et tenue du public

Les séances des Conseils Municipaux sont publiques.
Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis, aux places qui lui sont réservées, et garder le silence : toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.
Le Maire peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.
En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

Article 37 - Séance à huis clos

Sur la demande de trois membres ou du Maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Article 38- Retransmission des débats

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.
Sans préjudice des pouvoirs que le Maire détient concernant la police des débats, les séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

TITRE XII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 39 - Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Le Conseil Municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs, dans les cas et conditions prévus par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et des textes régissant ces organismes.

La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Article 40 - Modification du règlement

Toute demande de modification du présent règlement doit être rédigée par écrit, signée au moins par le tiers des membres du Conseil. Le vote du Conseil interviendra à la séance qui suivra.

Article 41 – Organismes Consultatifs

Le fonctionnement de ces organismes fait l'objet d'un compte-rendu annuel.

Article 42 – Vœu

Le Conseil Municipal émet des vœux dans tous les objets d'intérêt local.

D-2014/365
Représentation des Elus au sein d'organismes divers. 5ème
partie.

Monsieur Alain JUPPE, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'article L 2121-33 du Code des Collectivités Territoriales prévoit que le Conseil Municipal "procède à la désignation de ses membres ou des délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du Code et des textes régissant ces organismes".

Je vous invite donc à procéder à la désignation de ces membres, pour les organismes suivants :

ADOpte A L'UNANIMITE

M. LE MAIRE. -

Nous avons à vous proposer la représentation des élus au sein de divers organismes.

Tout d'abord la maison de retraite Notre Dame de Bonne Espérance : Mme BREZILLON.

L'association « Nos quartiers ont des talents » : Mme BREZILLON.

Ensuite un certain nombre d'écoles maternelles. J'ai déjà répondu à la question qui ne manquera pas d'être posée sur ce point.

Y a-t-il des interventions ?

M. ROUVEYRE

M. ROUVEYRE. -

Monsieur le Maire, mes chers collègues, rapidement. Cette délibération est pour nous l'occasion de revenir sur l'absence de représentants de l'opposition au conseil d'administration de la société BMA.

Lors du Conseil Municipal du 28 avril nous avons voté une délibération rédigée de manière relativement ambiguë, si bien qu'on pouvait penser qu'il n'y avait que 3 sièges réservés à la commune de Bordeaux. Or cette délibération se rajoutait à une autre du Conseil Municipal du 4 avril qui avait déjà désigné 2 membres de la majorité.

En réalité il y a donc 5 sièges pour la Ville de Bordeaux et vous savez bien que 5 sièges ça signifie que selon le Code Général des Collectivités Territoriales l'opposition doit être représentée.

J'attire votre attention sur le fait que les décisions que pourraient prendre BMA pourraient devenir non réglementaires parce qu'il manque un représentant de l'opposition.

Donc j'attire votre attention et je souhaiterais évidemment que nous puissions très rapidement corriger cette irrégularité.

M. LE MAIRE. -

Eh bien moi j'ai un accord à vous proposer. Si vous reconnaissez que je suis respectueux de la démocratie locale je vous propose un siège supplémentaire à BMA.

Vous avez déjà Mme AJON qui siège au nom de la CUB. Moi je suis tout à fait prêt que sur les 5 représentants de la Ville il y ait un représentant du groupe socialiste, mais ça me dérange d'entendre dire que je bafoue en permanence la démocratie locale. C'est l'un ou l'autre.

Je vous laisse réfléchir.

M. ROUVEYRE

M. ROUVEYRE. -

Monsieur le Maire, vous ne la bafouez pas systématiquement...

M. LE MAIRE. -

Ah !

(Rires – Applaudissements)

M. ROUYEYRE. -

Seulement de temps en temps.

M. LE MAIRE. -

Bien. C'est un net progrès. Donc je confirme ma proposition. Je ne vois aucun inconvénient à ce que le groupe socialiste ait un représentant en tant que Conseiller Municipal de Bordeaux au conseil d'administration de BMA.

Nous poursuivons.

REPRESENTATION DES ELUS AU SEIN DES ORGANISMES DIVERS
5ème Partie

Maison de retraite notre dame de bonne espérance (conseil d'établissement)	1	Mme BREZILLON	
Association Nos Quartiers ont des talents	1	Mme BREZILLON	

ECOLES MATERNELLES

ETABLISSEMENTS	
ARGONNE	Mme TORRES
CHARLES MARTIN	Mme COLLET
JEAN MONNET	Mme CUNY
VACLAV HAVEL	Mme COLLET (en remplacement de Mme DELATTRE)
LAC III	Mme CHAZAL
PAUL LAPIE	Mr LOTHAIRE
POINT DU JOUR	Mme FORZY-RAFFARD
ANATOLE FRANCE	Mme MOLLAT (en remplacement de Mme CALMELS)

ECOLES ELEMENTAIRES

ETABLISSEMENTS	
CHARLES MARTIN	Mme COLLET
JEAN MONNET	Mme DELATTRE
LABARDE	Mme SIARRI
VACLAV HAVEL	Mme COLLET (en remplacement de Mme DELATTRE)
PAUL LAPIE	Mr LOTHAIRE